

Quinze ans de prison pour Nguyễn Văn Đài et de lourdes peines pour les membres de la Fraternité pour la Démocratie lors d'un procès inique à Hanoi

PARIS, 5 avril 2018 (VCHR) – Le Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme (VCHR) est scandalisé par les sentences prononcées aujourd'hui contre six militants non-violents des droits de l'Homme et de la démocratie par le Tribunal populaire suprême de Hanoi lors d'un procès qui a violé toutes les normes internationales. Ils étaient accusés d'« *activités visant à renverser le gouvernement du peuple* ». À l'issue d'une seule journée de débats, l'avocat des droits de l'Homme **Nguyễn Văn Đài** a été condamné à **15 ans de prison** et 5 ans de détention probatoire (résidence surveillée), le pasteur protestant **Nguyễn Trung Tôn** à 12 ans de prison et 5 ans de détention probatoire, le journaliste **Trương Minh Đức** à 12 ans de prison et 5 ans de détention probatoire, le blogueur **Nguyễn Bắc Truyền** à 11 ans de prison et 3 ans de détention probatoire, Mme **Lê Thu Hà** à 9 ans de prison et 2 ans de détention probatoire, et le militant **Phạm Văn Trội** à 7 ans de prison et 1 an de détention probatoire.

« Le Vietnam a incarcéré Nguyễn Văn Đài et Lê Thu Hà pendant deux ans avant de leur faire subir cette ignoble parodie de justice », a dit le Président du VCHR Võ Văn Ái. **« Tout le monde redoutait que ce procès fût inique, mais nous espérions que contre toute attente, le Vietnam changerait ses manières de faire. Ces espoirs — et le futur de ces courageux défenseurs des droits de l'Homme — ont été réduits à néant quand ces terribles sentences ont été annoncées ».**



Võ Văn Ái a appelé à la communauté internationale à réagir très fermement face à la violation systématique par le Vietnam de ses obligations de respecter les droits de l'Homme. En particulier, il a appelé l'Union Européenne à geler la ratification de l'Accord de libre échange EU-Vietnam qui doit intervenir cette année. En fait, Nguyễn Văn Đài avait été arrêté en décembre 2015 alors qu'il allait rencontrer les diplomates de l'Union Européenne venus à Hanoi pour le Dialogue EU-Vietnam sur les droits de l'Homme. **« Le Vietnam ne doit pas être autorisé à réprimer ses citoyens en toute impunité. La communauté internationale devrait s'engager clairement à renoncer à son "business as usual" avec le Vietnam à moins que des progrès concrets des droits de l'Homme n'aient été faits, à commencer par la libération de Nguyễn Văn Đài et de ses collègues »**, a-t-il dit.

Le VCHR, qui est basé en France, appelle également le Président français Emmanuel Macron à dénoncer haut et fort cette condamnation indigne et à insister sur la nécessité de progrès réels sur les droits de l'Homme avant tout développement des relations avec le Vietnam. Lors de la visite du Secrétaire général du Parti Communiste

du Vietnam Nguyễn Phú Trọng en France le mois dernier, le Président Macron avait salué les « *réformes extrêmement importantes pour poursuivre justement l'achèvement de l'État de droit* » et appelé à l'intensification de la coopération et des échanges commerciaux entre les deux pays.

La Fraternité pour la Démocratie est une organisation de la société civile indépendante qui utilise internet pour promouvoir les droits de l'Homme et coordonner les efforts de divers acteurs pro-démocratiques dans à l'intérieur du pays. Les charges retenues contre ses membres comprennent leur plaidoyer pour l'établissement d'une économie de marché libre et d'un gouvernement démocratique, l'appel aux organisations internationales pour qu'elles soulèvent la question des violations des droits de l'Homme, et l'assistance juridique prodiguée aux paysans dépossédés de leurs terres et aux victimes de la pollution due à Formosa. L'arrestation de Nguyễn Văn Đai et de ses collègues avait été vigoureusement dénoncée par les Nations Unies, les gouvernements démocratiques et les organisations de la société civile de par le monde.